

DÉCLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRÉSIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

LA SAM EST UN MAUVAIS FEUILLETON POUR LES SALARIÉS ET LE BASSIN !

Fin novembre 2019, après l'éviction du Groupe chinois JINJIANG, par le Tribunal de Commerce de Toulouse et la mise en redressement judiciaire de la société SAM, j'ai sollicité un rendez-vous avec Patrick BELLITY, Directeur de la SAM jusqu'à novembre 2016, injustement écarté par le Groupe ARCHE alors en crise.

Il m'a expliqué l'évolution de la crise des fonderies françaises largement organisée par les constructeurs français Peugeot et Renault qui alors poussaient les fonderies à grandir pour améliorer leur coût de production... pour organiser ensuite la baisse des volumes, la baisse des prix et externaliser les productions dans les pays à bas coût. En 2021, les fonderies françaises sont dévastées.

J'avais demandé à Patrick BELLITY lors de cette rencontre, qu'il accepte d'étudier un projet de reprise industrielle. Je sais comment il aurait redressé la SAM en 15 ans pour en faire une fonderie de référence, moderne, innovante, allant alors jusqu'à 600 salariés.

Il confirme son projet en décembre 2020. En mars 2021, à la suite de la réunion de Comité de suivi pour la SAM à Rodez, le Groupe espagnol CIE poussé par Renault fait connaître les conditions de reprise du site à ses conditions, soit le maintien de 150 salariés sur 350 avec la fermeture de tous les services et activités nécessaires pour maintenir la qualité, l'innovation et les petites séries qui assuraient la valeur ajoutée de la SAM, et dans le même temps il se débarrassait des responsables syndicaux.

Cette proposition fut jugée inacceptable par les représentants du personnel et leur syndicat à la CGT et tous les participants notamment les collectivités.

J'ai alors proposé lors de cette réunion, comme la présidente de Région, que soit étudié un plan B en alternative de l'offre de CIE. La CGT a fait savoir rapidement son accord pour discuter avec d'autres repreneurs, y compris Patrick BELLITY.

Une lettre des 3 collectivités ainsi que de la CCI de l'Aveyron et du CESER était adressée à la ministre de l'Industrie en faveur de l'offre de Patrick BELLITY, Président du Groupe ALTY. Lors de la réunion du Comité de suivi du 27 juillet 2021, à l'occasion de la présentation du rapport du Groupe Grant Thornton détruisant la crédibilité et la proposition financière faite par le Groupe ALTY (Patrick BELLITY) et le Groupe Trinquier, les collectivités abandonnent rapidement le plan B pour revenir à la case départ, l'offre de CIE.

La proposition du plan B permettait de faire émerger une fonderie capable de répondre aux besoins des constructeurs et d'innover pour prendre en compte les mutations industrielles de l'industrie automobile et l'abandon à terme du moteur thermique.

Avec le projet industriel de Patrick BELLITY et l'accord des salariés avec leur syndicat de la CGT, la moitié du chemin avait été fait, il restait alors à mettre en place le montage financier nécessaire.

L'État sauve le Groupe Renault dévasté en France par la gestion de Carlos GHOSN, avec un chèque de 5 milliards d'euros.

Il était donc nécessaire que la Région facilite la reprise industrielle présentée par Patrick BELLITY, mais elle n'a pas à ce jour de dispositif financier le permettant.

En effet le plan de ré-industrialisation de 100 millions d'euros, voté par la Région le 23 juillet, ne prévoit aucune ligne budgétaire à cet effet, ce qui n'est pas le cas en Nouvelle-Aquitaine, en Région Centre et dans les Hauts-De-France.

Le département de l'Aveyron n'a pas la compétence économique et Renault refuse de participer au financement des fonderies.

Le ministère de l'Industrie, dans ces conditions, a annoncé que l'État ne financerait pas.

CIE est aujourd'hui seul candidat possible dans cette compétition. Cette situation est une erreur et une faute. C'est pourquoi je proposerai au Premier ministre Jean CASTEX, qui doit revenir en Aveyron à une date qui le permettra, en fonction de la situation industrielle, des modifications dans le plan de soutien à l'industrie automobile qui concerne tant la SAM que BOSCH.

Il faut en effet inscrire le plan de soutien dans la durée, car le saut vers le « tout électrique » pour l'industrie automobile va provoquer en France la perte de 100 000 emplois industriels dans les 10 ans à venir.

Organiser les États généraux de l'automobile, c'est organiser les États généraux des plans sociaux.

L'Europe, les États mais aussi les Régions doivent prendre leurs responsabilités et financer les PME, PMI, pour augmenter leur capital et permettre la préservation de l'emploi industriel dans les territoires.

C'est ce que demande les patrons de PME dans la métallurgie, c'est ce que demande les salariés, c'est aussi ce que demande le CESER Occitanie.

Au moment où nous célébrons les 40 ans de la création de l'IRDI (Institut Régional de Développement Industriel) créé par Alain SAVARY en 1981, dont la fonction était de participer au développement de l'industrie dans les territoires, il est nécessaire d'être aujourd'hui à la hauteur de la situation, de se poser les bonnes questions.

Il faut désormais poser des actes qui correspondent aux discours, pour enfin apporter les bonnes réponses.